

Pour une politique de souveraineté européenne du numérique

Déclaration du groupe CFE-CGC

La souveraineté du numérique est un défi majeur pour l'Europe. Dans ce contexte il y a cinq sujets essentiels à traiter pour notre groupe CFE-CGC :

- Rattraper le retard européen puisqu'il n'existe aucun rival aux GAFAM pour les États-Unis et aux BATX pour la partie asiatique.

Les deux seuls acteurs émergents sont *Blablacar* et *Spotify*.

Nous devons donc créer un écosystème numérique européen favorisant l'émergence de nouveaux acteurs et la croissance de ceux qui existent déjà au niveau européen.

Pour notre groupe, cela passe aussi par la mise en place de loi anti-trust limitant le marché à 70 % pour un acteur afin de faciliter ce changement de paradigme.

Cela passe aussi par la mise en place de réelle sanction financière pour abus de position dominante comme l'Union Européenne vient de commencer de le faire avec Google.

Toujours dans ce cadre il serait intéressant d'anticiper et de mesurer les conséquences du *Brexit*.

- L'équité entre entreprises de toutes tailles au niveau européen. Équité fiscale mais aussi équité sociale.

Aujourd'hui les géants du numériques profitent de zones de « *non-droit* » et évitent l'impôt. Afin de mettre un terme à cette concurrence déloyale et de redonner un peu d'oxygène aux TPE et PME il est urgent de taxer les GAFAM au niveau français mais aussi européen.

Un contrat social doit être imaginé et négocié avec les partenaires sociaux afin de couvrir les nouvelles formes de travail dans les métiers dits « *uberisés* ».

- Nos jeunes talents qui sont de plus en plus nombreux à s'expatrier. Nous devons donc travailler ensemble afin de mettre en place des dispositifs permettant de les garder ou de les faire revenir dans les années qui viennent afin de ne pas les former à perte...
- La place des femmes dans le numérique car elles représentent 33 % des effectifs du secteur et 75 % d'entre elles sont sur des fonctions supports alors qu'elles sont d'avantages diplômées que les hommes. Les parois et « *plafond de verre* » doivent donc tomber dans le numérique.
- Un enjeu de sécurité avec la lutte contre la cybercriminalité, la protection de données de nos entreprises ou administrations, la protection de la vie privée des citoyens en garantissant un usage éthique des objets connectés et en garantissant la protection contre le piratage des webcams et des micros, mais aussi le bon usage des données personnelles collectées...

Pour toutes ces raisons notre groupe a voté cet avis qui est stratégique pour l'avenir de l'Europe.

Il ne s'agit pas de faire plus d'Europe mais mieux d'Europe !

Une Europe utile pour les entreprises comme pour les salariés (ou les administrations et les fonctionnaires).

Une Europe proche de ses citoyennes et de ses citoyens.

Une Europe porteuse de solutions et de sens et non de bureaucratie et de contraintes !